

INTOX SUR LES « ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE »

Les experts qui ont donné raison à la CIA



Les enquêtes administratives qui ont été diligentées par George W. Bush et Tony Blair n'ont pas seulement pour but de les dédouaner de leurs responsabilités, mais aussi de protéger les « experts » qui ont participé à l'intox des « armes de destruction massive » irakiennes. Un vénérable institut londonien, l'International Institute for Strategic Studies (IISS), avait rédigé le seul rapport non gouvernemental accordant la fable de la menace irakienne. Il est dirigé par des universitaires anglo-saxons et français dont les interviews et commentaires ont pu donner l'impression d'une vérité consensuelle permettant de discréditer le travail des enquêteurs de l'ONU.

page 2

Guerre des civilisations : « Le Monde » affiche son camp

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Deux ans après lui avoir offert gratuitement une double page, *Le Monde* a décidé de publier la version française d'une tribune de Francis Fukuyama. Le philosophe de référence du lobby militaro-industriel états-unien dénonce l'influence antisémite et antisioniste de la minorité musulmane en Europe. Il se félicite de l'arrivée de Jean-Marie Le Pen face à Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle française et applaudit son héros, Nicolas Sarkozy.

page 7

LIBERTÉ D'EXPRESSION
CONTRE DROIT DES MARQUES

La bataille

« JeBoycotteDanone »



Le 11 avril 2001, alors que le Groupe Danone annonce un plan prévoyant la destruction d'entreprises florissantes pour des raisons spéculatives, le Réseau Voltaire met en ligne le site internet

« JeBoycotteDanone ». La multinationale engage une intense bataille judiciaire pour détournement de marque et le site est bientôt contraint de fermer. Mais la veille du 1er mai 2002, la cour d'appel de Paris rend un arrêt qui clarifie le droit. Dans le cadre d'une expression parodique, la reproduction de logos de marques devient légitime. « JeBoycotteDanone », qui fut le premier site à jouer un rôle politique en France, est à nouveau en ligne.

À lire en ligne sur RéseauVoltaire.net



NOUVELLE DÉFAITE DES MARQUES FACE AUX CITOYENS

Le 30 janvier 2004, le tribunal de grande instance de Paris a reconnu à Greenpeace France le droit de pasticher la marque Esso. En juillet 2002, Esso SA, filiale française du groupe américain ExxonMobil, avait intenté un procès en contrefaçon afin d'empêcher la campagne « STOP E\$\$O : ennemi climatique numéro un ». La multinationale reprochait à l'association d'avoir utilisé la marque Esso, en remplaçant les « S » par le signe « \$ ». C'est, en France, la troisième victoire de citoyens face aux marques. Le 16 juin 1998, la cour d'appel de Paris avait autorisé le collectif « Elf ne fera pas la loi en Afrique » à utiliser le logo de la compagnie pétrolière sur ses affiches. Le 30 avril 2002, la même cour d'appel avait reconnu au Réseau Voltaire le droit de pasticher la marque Danone sur son site internet « JeBoycotteDanone ». Il est maintenant confirmé qu'en France l'usage parodique ou politique des logos de marques est autorisé. Les citoyens ont le droit de critiquer les entreprises et de les attaquer sur le terrain qu'elles voulaient leur interdire : celui de l'image de marque.

Intox sur les « armes de destruction massive »

Les experts qui ont donné raison à la CIA

Les enquêtes administratives qui ont été diligentées par George W. Bush et Tony Blair n'ont pas seulement pour but de les dédouaner de leurs responsabilités, mais aussi de protéger les « experts » qui ont participé à l'intox des « armes de destruction massive » irakiennes. Un vénérable institut londonien, l'International Institute for Strategic Studies (IISS), avait rédigé le seul rapport non gouvernemental accréditant la fable de la menace irakienne. Il est dirigé par des universitaires anglo-saxons et français dont les interviews et commentaires ont pu donner l'impression d'une vérité consensuelle permettant de discréditer le travail des enquêteurs de l'ONU.



Auditionné, le 28 janvier 2004, par la Commission des forces armées du Sénat des États-Unis, David Kay, ancien chef du Groupe d'inspection de l'Irak, a définitivement mis fin à la légende des « armes de destruction massive » irakiennes [1]. Peu après, le président états-unien George W. Bush et le Premier ministre britannique, Tony Blair, ont ordonné des enquêtes sur les conditions dans lesquelles leurs propres services de

renseignement les avaient induits en erreur. Ce faisant, les deux dirigeants font d'une pierre deux coups : d'une part, ils rejettent l'accusation de mensonge pour se poser en victimes d'erreurs administratives ; d'autre part, ils focalisent l'attention des incrédules sur les seuls services de renseignement et protègent ainsi bien d'autres acteurs de l'intoxication.

Désarmer l'Irak

Souvenons-nous, c'est pour désarmer le pays - et pour aucun autre motif officiel - que les États-Unis ont tenté de mobiliser la communauté internationale pour attaquer l'Irak.

L'ambassadeur John Negroponte s'était d'abord employé à discréditer les rapports apaisants de l'office d'inspection des Nations unies, dirigé par Hans Blix, et à dénoncer la menace que faisait planer sur la paix l'arsenal irakien et son éventuel transfert à des « groupes terroristes » indéterminés. Refusant de trancher entre la version de l'ONU et celle des États-Unis, le Conseil de sécurité avait exigé une participation



David Kay, ancien chef du Groupe d'inspection de l'Irak

plus active des Irakiens aux missions d'inspections. C'était l'objet de la **résolution 1441**, du 8 novembre 2002, laquelle commence par ces mots :

« *Considérant la menace que le non-respect par l'Irak des résolutions du Conseil et la prolifération d'armes de destruction massive et de missiles à longue portée font peser sur la paix et la sécurité internationales...* » Mettant en scène une progression de la tension, le secrétaire d'État, Colin Powell, avait dressé un long **réquisitoire** devant le Conseil de sécurité, le 5 février 2003. Il avait décrit avec force détails les armes biologiques, chimiques et nucléaires irakiennes, ainsi que les missiles capables de les lancer au loin et, enfin, les liens avec des groupes terroristes capables de les transporter.

C'est toujours pour désarmer l'Irak que George W. Bush a adressé un ultimatum à Saddam Hussein, le 17 mars 2003. Dans son **discours** télévisé à la nation, il déclarait alors : « *Les renseignements que notre gouvernement et d'autres ont recueillis ne laissent aucun doute sur le fait que le régime irakien continue de posséder et de dissimuler certaines des armes les plus mortelles qui aient jamais été mises au point* ». À ce stade, la démission et la fuite de Saddam Hussein étaient présentés comme des alternatives à la guerre.

Deux jours plus tard, **George W. Bush annonçait** solennellement le début des hostilités dans ces termes : « *Mes chers concitoyens, à cette heure, les forces des États-Unis et de la Coalition se trouvent dans la première phase d'opérations militaires destinées à désarmer l'Irak, à libérer son peuple et à défendre le monde contre un grand danger* ». Et de **déclarer à nouveau** : « *Notre mission est claire : désarmer l'Irak de ses armes de destruction massive, mettre fin à l'appui qu'apporte Saddam Hussein au terrorisme et libérer le peuple irakien* ». Ainsi donc, devant le refus du raïs de livrer son pays sans résister, son renversement devenait un but de guerre supplémentaire, provisoirement étiqueté « *libération* » par les communicants de la Maison-Blanche.

Les motifs officiels de l'engagement du Royaume-Uni et de l'Australie sont identiques. Ainsi, le cabinet Blair a publié un **communiqué** consécutif à l'annonce de l'ultimatum états-unien. Il précise : « *Notre objectif est de confisquer à Saddam ses armes de destruction massive, qui représentent une menace pour ses voisins et son peuple* ». Peu après, lorsque John Howard

annonce à ses concitoyens l'entrée en guerre de son pays, il débute **son allocution** par ces mots : « *Le gouvernement a décidé d'engager les forces australiennes pour désarmer l'Irak parce que nous croyons que c'est juste, c'est légal et c'est l'intérêt national de l'Australie. Nous sommes déterminés à nous unir à d'autres États pour priver l'Irak de ses armes de destruction massive, ses armes chimiques et biologiques, qui en quelques minutes sont capables de provoquer la mort et la destruction à une échelle monstrueuse* ».



George W. Bush et George Tenet, directeur de la CIA.

Responsabilité des experts civils

Le bilan de l'agression de la Coalition contre l'Irak reste imprécis. Les organisations humanitaires estiment que 3 à 4 000 civils sont morts et que quatre fois plus ont été gravement blessés. De plus, les observateurs militaires avancent des chiffres très variables en ce qui concerne les pertes militaires. Les experts de la Coalition parlent de 8 à 12 000 morts, les experts arabes et russes évoquent plus de 30 000 morts militaires. Là encore les blessés graves sont probablement quatre fois plus nombreux.

Dans de telles conditions, il faut être d'un grand cynisme pour affirmer, comme on l'entend aujourd'hui de la part de ceux qui n'en ont pas souffert, que, même en l'absence d'armes de destruction massive, cette guerre était une bonne chose puisqu'elle a permis de renverser un dictateur.

Les enquêtes administratives diligentées par George W. Bush et Tony Blair permettront aux deux dirigeants de rejeter la responsabilité de ce carnage sur d'obscurs fonctionnaires. Ils prétendent en effet avoir été trompés par leurs services de renseignement. Surtout, en pointant du doigt un problème interne des « services » et en focalisant l'attention de tous dans cette direction, les deux dirigeants sauvent les « leaders d'opinion » qui les ont soutenus. En effet, George W. Bush et Tony Blair ont assuré à ceux de leurs ministres qui doutaient qu'ils disposaient de preuves secrètes - dont on reconnaît aujourd'hui qu'elles n'ont jamais existé. On veut bien croire à la bonne foi des responsables politiques. Mais sur quoi s'appuyaient les présidents de think tanks et les patrons de presse qui ont pris position pour la guerre ? Les seuls rapports étayés dont ils disposaient étaient ceux, publics, des inspecteurs de l'Onu. Ces rapports étaient formels : l'Irak n'était pas en mesure de déployer des armes de destruction massive.

Nous avons déjà exposé dans ces colonnes le **dispositif de communication anglo-états-unien** et le **dispositif d'intoxication** qui avait été mis en place au sein des ministères de la Défense états-unien (Bureau des plans spéciaux), britannique (cellule Rockingham) et israélien (Bureau d'Amos Gilad). Pour comprendre les enjeux, il est indispensable aujourd'hui de rappeler le rôle joué par des « leaders d'opinion », issus de la « société civile », dans cette intoxication.

Ils se sont d'abord appuyés sur des témoignages. Tous ont été mis en média par l'Iraqi National Congress d'Ahmed Chalabi, organisation d'exilés irakiens paravent du cabinet de communication Rendon Group [2] pour le compte de la CIA, puis du Pentagone. [3]



Conférence de presse de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) sur les « armes de destruction massive » irakiennes. Toutes les informations du célèbre institut se sont avérées fausses.

Puis, une expertise non-gouvernementale décrivant le programme d'armes de destruction massive irakienne a été publiée par l'**International Institute for Strategic Studies** de Londres, le 9 septembre 2002. En l'absence de déclassification des « preuves secrètes » des services de renseignement, elle est l'unique source détaillée des imputations reproduites par la presse. Cet institut britannique est dirigé par le politologue français François Heisbourg. À son Conseil de direction, on trouve des personnalités comme l'ancien Premier ministre suédois Carl Bildt, le directeur de *Newsweek* Farid Zakaria, ou la chercheuse française Thérèse Delpech (par ailleurs administratrice de la Rand Corporation-Europe).

Or, par exemple, **François Heisbourg** et **Thérèse Delpech** ont été les principales sources d'expertise de la presse et des parlementaires français.

Cet institut et ses membres ont utilisé leur crédibilité pour donner la réplique aux administrations états-unienne et britannique. Ils ont leur part de responsabilité dans le carnage irakien.

La suite des événements a confirmé les rapports d'Hans Blix. On consultera :

- ▶ **12e rapport** (7 mars 2003)
 - ▶ **13e rapport** (30 mai 2003)
-

[1] Transcription intégrale : edition.cnn.com.

[2] C'est John Rendon qui a servi de modèle à Barry Levison pour son film *Wag the Dog* (en français : *Des Hommes d'influence*).

[3] Cf. *Propagandist for Hire* et *The CIA's Secret War in Iraq* de Mark Atkinson, ABC News, 7 février 1998.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Guerre des civilisations : « Le Monde » affiche son camp

Analyse

S'éloignant toujours plus de son ancienne ligne éditoriale de centre-gauche, le quotidien parisien *Le Monde* a décidé de publier la version française d'une tribune de Francis Fukuyama, initialement parue dans le *Wall Street Journal*. Le philosophe de référence du lobby militaro-industriel états-unien dénonce l'influence antisémite et antisioniste de la minorité musulmane en Europe. Il se félicite de l'arrivée de Jean-Marie Le Pen face à Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle française et du réveil que cela a provoqué dans l'opinion publique. Enfin, il applaudit son héros, le « pugnace » Nicolas Sarkozy, qui combat le port du voile islamique et la délinquance des immigrés. Il y a deux ans, *Le Monde* avait déjà offert gratuitement deux pages entières à Francis Fukuyama et à son Institut des valeurs américaines pour publier leur **manifeste** du clash des civilisations, alors que *Le Figaro* en avait refusé la publication payante au tarif publicitaire. Cette affaire avait soulevé une vive polémique au sein de la rédaction. La tribune d'aujourd'hui devrait être moins critiquée dans la mesure où la reprise en main du quotidien est achevée. Elle explicite la nouvelle ligne éditoriale du *Monde* : atlantiste et sarkozienne.

Le Premier ministre espagnol, José-Maria Aznar, se félicite dans le *Washington Times* des excellentes relations entre son pays et les États-Unis. Affirmant sa croyance que l'Espagne a été brutalement attaquée le 11 septembre, comme le monde entier, il justifie son alliance avec l'administration Bush et leur action commune en Europe et en Amérique latine. Une rhétorique bien éloignée de la réalité, mais dont les conséquences sont bien réelles. On se souvient, par

exemple, de la participation espagnole à la tentative états-unienne de renversement du président Chavez au Venezuela, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Amir Taheri mène campagne pour le cabinet de relations publique Benador Associates afin de justifier un renversement de régime en Iran. Aussi explique-t-il aux lecteurs de *Gulf News* que l'invalidation de candidats aux élections législatives est sans importance, dans la mesure où tous les partis se réclament du khomeinisme. Au passage, il condamne cette idéologie en vertu de l'incompatibilité de l'islam et de la démocratie. En effet, observe-t-il, cette religion voit en Dieu l'unique source de légitimité. Mais il ne poursuit pas plus loin l'analyse et ne relève pas que les religions des pays démocratiques partagent la même conception de la légitimité.

Daniel Pipes dénonce dans le *Jerusalem Post* la faiblesse du gouvernement Sharon qui a accepté de libérer 429 Palestiniens pour récupérer un de ses ressortissants. Cependant, il ne prend pas en compte les motifs de détention des personnes libérées, ni les raisons pour lesquelles Israël voulait à tout prix récupérer et emprisonner l'otage du Hezbollah.

Le docteur Brian Jones, qui travailla comme expert aux côtés du défunt David Kelly, souligne dans *The Independent* que l'enquête administrative ordonnée par Tony Blair sur les erreurs des services de renseignement à propos de l'Irak n'a guère de sens. En effet, les services britanniques n'ont jamais produit de document affirmant l'existence de ces armes et n'ont donc pas commis d'erreur. Les distorsions proviennent uniquement des collaborateurs politiques du Premier ministre, principalement de son ex-conseiller Alastair Campbell. Dans le même registre réaliste, l'ancien diplomate états-unien E. Wayne Merry remarque dans l'*International Herald Tribune* que les tensions transatlantiques auraient existé même sans l'affaire irakienne. Selon lui, elles sont la conséquence de la continuation de l'OTAN malgré la disparition de sa raison d'être.

George S. McGovern, qui incarne dans les manuels d'histoire l'échec électoral du gauchisme, se rappelle au bon souvenir de ses amis démocrates. Il note dans le *Washington Post* que sa campagne contre Nixon, en 1972, n'avait rien à voir avec l'image que la propagande républicaine en a donnée. S'il a perdu, c'était parce qu'il n'avait aucune chance de gagner à l'époque quels qu'aient été ses thèmes de campagne. Il s'était alors honorablement battu contre la guerre du Vietnam, qui avait été conduite par des responsables politiques n'ayant jamais été sur un champ de bataille. Et aujourd'hui, il conviendrait de se battre aussi honorablement contre ceux qui ont déclaré la guerre contre l'Irak.

Enfin, le député européen Maurizio Turco déplore dans *Clarín* la perversité de la politique agricole européenne découlant, selon lui, des structures mêmes de l'Union européenne actuelle. C'est pourquoi l'accord de libre-échange entre le MERCOSUR et la Communauté andine, qui répond aux mêmes caractéristiques organisationnelles que la politique agricole européenne, lui paraît dangereux à terme s'il n'est rééquilibré par un accord politique.

Francis Fukuyama



Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Il est l'auteur de *La fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. IL est administrateur de la National Endowment for Democracy et ancien administrateur de la Rand Corporation. Il a été expert au département d'État.

« Voile et contrôle sexuel »

Source : Le Monde

Référence : « Voile et contrôle sexuel », par Francis Fukuyama, *Le Monde*, 4 février 2004.

Des manifestations ont eu lieu en Europe et au Moyen-Orient pour protester contre le projet du gouvernement français d'interdire le port du voile dans les écoles publiques. La France et les autres pays européens accueillent des minorités musulmanes devenant de plus en plus active politiquement. Elles sont les premières responsables de l'augmentation du nombre d'incidents antisémites en Europe et influencent lourdement les reportages des médias européens sur le conflit israélo-palestinien. Cette minorité a également influencé la politique étrangère de la France sur l'Irak, mais le soutien à la cause arabe n'empêche pas les inquiétudes sur les tendances futures.

En effet, le 11 septembre a révélé les faiblesses de l'intégration en Europe puisque c'est là, et non dans les pays arabes, que Mohammed Atta s'est radicalisé. On se souvient également du match France Algérie, joué peu après le 11 septembre, où une foule de nord-Africains de la deuxième ou troisième génération avait sifflé la *Marseillaise* et scandé le nom de Ben Laden. Contrairement à l'Allemagne, les Français ont toujours accepté le principe d'intégration. La nouvelle politique sur le voile peut être vue comme une intégration forcée, reste à savoir si elle sera efficace.

La politique d'intégration en Europe fait face à un politiquement correct étouffant. Tout comme la race aux États-Unis, il existe une forte corrélation entre l'immigration et la délinquance en Europe, mais il aura fallu les assassinats de Pim Fortuyn aux Pays-Bas et l'arrivée au second tour de Jean-Marie Le Pen pour que cette tendance soit reconnue et que la situation soit enfin combattue par le pugnace **Nicolas Sarkozy**.

L'intégration passe par un mélange culturel. Il est directement lié aux mariages hors de la communauté, ce qui renvoie au contrôle de la sexualité des filles par la communauté. Le voile symbolise l'indisponibilité sexuelle des filles pour les non-musulmans. Du fait des évolutions démographiques, l'immigration est devenue une nécessité, mais les différences entre les modèles états-uniens et européens dans ce domaine creusent encore plus le fossé entre eux que celles apparues en politique étrangère. Les États-Unis ne peuvent pas faire grand-chose pour modifier la politique européenne, mais ils peuvent faire quelques pas pour que les problèmes de l'Europe ne deviennent pas les leurs.

José- Maria Aznar



José-Maria Aznar est
Premier ministre espagnol.

« Les objectifs de l'Espagne »

Source : Washington Times

Référence : « Spain's goals », par José-Maria Aznar, *Washington Times*, 4 février 2004.

Depuis que le roi Juan-Carlos s'est exprimé devant le congrès en 1976, l'Espagne a bien changé. Nous sommes devenus une démocratie prospère dont le taux de croissance est supérieur à celui des autres pays européens. Nous sommes désormais la huitième économie mondiale.

Cette année, nous avons travaillé au bien de l'Europe, mais aussi des relations transatlantiques. Je pense définitivement que l'Europe ne doit pas devenir un contrepoids des États-Unis car nous partageons les mêmes principes et les mêmes valeurs. La liberté est ce qui définit le mieux le lien entre l'Amérique et l'Europe. C'est grâce à elle que nos régions sont les plus prospères et riches du monde. Cette prospérité peut encore être développée en renforçant nos liens commerciaux et j'ai proposé la création d'une initiative économique et financière entre l'Europe et les États-Unis vers 2015.

Le monde entier a été brutalement attaqué le 11 septembre 2001. L'Espagne connaît bien le terrorisme, c'est pourquoi nous admirons la réaction du peuple américain. Les États-Unis et l'Espagne ont pris des mesures pour que la Commission contre-terroriste de l'ONU joue un rôle fort et effectif dans cette bataille. La liste des organisations terroristes fournies par ce comité sera la première étape. L'Irak est aujourd'hui la ligne de front de la guerre au terrorisme et nous ne laisserons pas les terroristes empêcher la population d'Irak de connaître un meilleur futur.

L'action commune des États-Unis et de l'Espagne s'illustre également en Amérique latine où nos deux pays sont les plus gros investisseurs étrangers. L'Espagne est un pont entre l'Europe et ce continent. Les relations transatlantiques ne seront complètes que lorsqu'elles engloberont la totalité du continent.

Amir Taheri



Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert du cabinet Benador Associates à New York. Il a récemment co-écrit *Irak : Le Dessous des Cartes* avec Patrick Wajzman.

« La république islamique d'Iran fait face à un moment de vérité »

Source : Gulf News

Référence : « Iran's Islamic republic faces moment of truth », par Amir Taheri, *Gulf News*, 4 février 2004.

Les « Khomeinistes » ont évité pendant 25 ans de se demander si l'islam était une base suffisante pour fonder un État-nation moderne. Ils ont voulu fonder une « démocrate théocratique » en oubliant les contradictions inhérentes à ce système qui apparaissent au grand jour à l'approche des prochaines élections. Le conflit est né des suites du rejet par le Conseil des Gardiens de 3 000 candidatures à l'élection parlementaire, y compris celle de députés sortants, en estimant que les candidats n'étaient pas assez « islamiques ». Ceux qui ont protesté sont présentés comme des « réformateurs » par les médias occidentaux et le Conseil des Gardiens comme des « conservateurs ». Pourtant, les soi-disant réformateurs ne veulent pas changer quoi que ce soit, ils veulent simplement prendre le contrôle du Conseil des Gardien, pas le supprimer. De son côté, le Conseil des Gardiens ne fait que suivre la constitution aussi bien dans la lettre que dans l'esprit. Or celle-ci prévoit un règlement en cas de crise, les menaces de démissions des réformateurs ne sont donc pas nécessaires. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit que d'une dispute entre deux factions « khomeinistes » dont une est présentée comme modérée. Les Iraniens s'en moquent puisque 85 % comptent boycotter cette élections que les candidats aient le droit de se présenter ou non. Cette crise a cependant permis d'aborder un sujet tabou : la compatibilité de l'islam avec la démocratie. Dans l'islam, la souveraineté appartient à Allah qui la délègue à ses envoyés, les califes, ce qui a été adapté aux mollahs par Khomeini. La République prévoit au contraire que la souveraineté appartient au peuple sans distinction de religion. Le système qui a voulu relier ces deux conceptions antagonistes a échoué.

Les vrais réformateurs en Iran sont ceux, minoritaires, qui veulent un vrai État islamiste ou bien, les majoritaires, qui veulent une vraie république. Ceux-là méritent le respect contrairement aux Khomeinistes qui cachent leur tyrannie derrière un mensonge.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« La victoire du Hezbollah, le déclin d'Israël »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Hizbullah's victory, Israel's decline », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 4 février 2004.

Israël s'est engagé dans un échange avec le Hezbollah, l'un des principaux groupes terroristes dans le monde. En échange de la libération d'un voyou israélien, capturé alors qu'il menait de douteuses transactions, et des corps de trois soldats israéliens, Israël a libéré 429 terroristes et rendu 59 corps. Il n'est pas surprenant que cet échange ait été accueilli avec joie au Liban et avec tristesse en Israël.

Ariel Sharon a cependant justifié cet échange en affirmant que cela permettrait aux familles des soldats décédés de faire leur deuil. En d'autres termes, une décision majeure avec des conséquences stratégiques pour Israël a été prise pour assurer un peu de réconfort à trois familles. Certains des 429 terroristes libérés vont reprendre leurs activités, voire lancer une nouvelle campagne contre Israël. Le message adressé aux ennemis d'Israël, c'est qu'ils peuvent espérer de grands bénéfices en ne prenant même qu'un otage israélien.

Itamar Marcus, le directeur de l'association **Palestinian Media Watch**, a recueilli de nombreuses déclarations de Palestiniens allant dans ce sens. Le standing et la réputation d'Israël a considérablement souffert de ce signe de démoralisation et de vulnérabilité. Ainsi, Ali Khamenei, le dirigeant suprême iranien a affirmé que cet échange démontrait qu'on pouvait vaincre le sionisme. Cet échange affaiblit notre lutte globale contre le terrorisme et pourrait avoir des répercussions en Irak contre le gouvernement états-unien, à Moscou contre le gouvernement russe et au Cachemire contre le gouvernement indien. Les conséquences de cet échange nous font nous interroger sur la moralité de ce gouvernement israélien.

Brian Jones

Le Dr Brian Jones est un scientifique qui a travaillé pour le ministère de la Défense britannique depuis 1973. Récemment retraité, il a dirigé de 1987 jusqu'à sa retraite, la section chargée de l'étude scientifique des renseignements relatifs aux armes chimiques, biologiques et nucléaires. Il a été un témoin clé lors des auditions de la Commission Hutton.

« Il y avait un manque de preuves substantielles... On nous a dit qu'il s'agissait de preuves que nous ne pouvions pas voir »

Source : The Independent

Référence : « 'There was a lack of substantive evidence... We were told there was intelligence we could not see' », par Brian Jones, *The Independent*, 4 février 2004.

Tony Blair a déclaré à la Chambre des communes britannique qu'un débat aurait lieu sur la guerre, les armes de destruction massive et les renseignements et il a affirmé, hier, qu'une investigation indépendante aurait lieu sur ce sujet. Maintenant que la Commission Hutton a rendu son rapport, je me sens libre de parler sur ce qui a été qualifié d'échec des services de renseignement. Les auditions de la Commission Hutton ont révélé que les experts du ministère de la Défense avaient eu un problème avec le dossier publié le 24 septembre 2002 : ils ne disposaient que d'une source, et encore peu fiable, pour affirmer que l'Irak disposait d'armes chimiques et biologiques et pouvait les déployer en 45 minutes. Ils n'avaient par ailleurs aucune preuve solide de la poursuite d'un programme chimique et biologique, même si Saddam n'était pas parvenu à prouver à l'Onu qu'il avait effectivement tout détruit, en 1991.

Les experts du ministère de la Défense estimaient que les programmes d'armement étaient une probabilité, mais rien de plus. C'est Alastair Campbell qui a retiré toutes les réserves qui avaient été émises pour en faire des certitudes. Face à l'expression de nos inquiétudes concernant le travestissement de nos conclusions, il nous a été répondu que les certitudes étaient le fruit de sources auxquels nous ne pouvions pas avoir accès. Le directeur adjoint du service de renseignement de la Défense nous affirma qu'il avait eu le dossier en main et qu'il était satisfaisant. Nous avons appris grâce à la commission Hutton que ce rapport n'existait pas. Quoi qu'il en soit, aucune des personnes sensées l'avoir lu ne disposait des compétences nécessaires pour analyser les informations qu'il devait contenir.

Quand on parle d'échec des services de renseignement, il peut s'agir d'un échec dans la collecte des renseignements ou dans leur analyse. Ici, je pense qu'il s'agit surtout d'un travestissement des rapports des services de renseignement.

E. Wayne Merry



E. Wayne Merry est ancien fonctionnaire du département d'État et du Pentagone. Il est membre de l'American Foreign Policy Council à Washington et chercheur d'Amnesty International sur la Russie.

« OTAN : nous ne pouvons pas être partenaires dans une alliance obsolète »

Source : International Herald Tribune

Référence : « NATO : We can't be partners with an obsolete alliance », par E. Wayne Merry, *International Herald Tribune*, 4 février 2004.

L'OTAN n'est pas le meilleur moyen pour restaurer le dialogue transatlantique, elle est le plus grand obstacle. En effet, pour que l'Amérique et l'Europe travaillent ensemble, ils doivent se respecter l'un l'autre. L'Europe doit donc être un partenaire, pas un subordonné réfractaire.

L'Europe ne fait plus face à une menace militaire même si les anciens pays soviétiques posent encore problème pour des raisons démographiques, d'épidémiologie ou de criminalité, l'OTAN n'est donc plus adaptée pour répondre à ces questions. Toutefois, l'OTAN, par souci de conservation, a réalisé un coup d'État politique silencieux contre les Parlements et les citoyens en se transformant. D'une alliance défensive, elle est devenue une alliance offensive lorsqu'elle a attaqué la Serbie en invoquant le traité de l'Atlantique Nord qui ne prévoit rien de tel. Elle prétend que ses décisions politiques sont sources de droit comme celles de l'ONU.

La crise transatlantique est moins le fruit de vues différentes sur l'Irak que l'inévitable résultat de la disparition de la raison d'être de l'OTAN. Depuis la fin de la Guerre froide, l'OTAN sert des objectifs non-européens pour le compte des États-Unis qui utilisent l'Europe comme appui. Mais l'Europe ne partage pas les ambitions globales des États-Unis et la défense y reste une question largement nationale.

Les États-Unis ont besoin d'un vrai partenaire. Pour cela ils doivent, même s'ils y rechignent, se désengager de l'Europe et l'Europe doit s'affranchir, même si elle veut continuer à s'accrocher à la défense états-unienne.

George S. McGovern



George S. McGovern est ancien sénateur démocrate du Dakota du Nord. Il a été le candidat à l'élection présidentielle de 1972 contre Richard Nixon.

« Une campagne fiasco qui n'en était pas une »

Source : Washington Post

Référence : « A Campaign Fiasco That Wasn't », par George S. McGovern, *Washington Post*, 4 février 2004.

Je ne m'attendais pas à être impliqué dans cette campagne électorale, mais mon nom est mentionné presque quotidiennement par les commentateurs politiques comme un avertissement contre ce que les candidats ne devraient pas faire.

Pourquoi ? Quelles sont les erreurs que j'ai commises ?

En réalité, personne ne pouvait vaincre Nixon en 1972, pas plus qu'on ne pouvait battre Reagan en 1984. Mais la grande leçon à tirer de 1972 n'est elle pas plutôt de faire attention à un président qui mène une campagne malhonnête ? Suis-je vraiment celui qui doit avoir honte de 1972 ? Si George Wallace avait pu se présenter comme candidat indépendant, il aurait sans doute pris 20 millions de voix à Nixon. Les critiques de ma campagne oublient aussi de préciser que les dépenses de campagnes de Nixon furent sans précédent et furent essentiellement utilisées pour me faire passer pour un extrémiste qui n'était pas soucieux de la défense du pays alors que j'avais été décoré lors de la Seconde Guerre mondiale pendant que Nixon était loin du front.

Je suis fier de mes états de service, mais aujourd'hui ce qui m'intéresse, c'est la paix. L'Irak n'était pas une menace et n'avait pas de liens avec le 11 septembre. En faisant la guerre en Irak, on a détourné l'attention des problèmes intérieurs et internationaux, notamment de la faim dans le monde. Encore une fois ce sont ceux qui ne connaissent pas la guerre qui y ont envoyé les jeunes de notre pays. Ce ne sont pas **Wesley Clark**, que je soutient, ou **John Kerry**, tous deux blessés au Vietnam, ni **John Edwards**, ni **Howard Dean** qui auraient fait cette guerre.

Maurizio Turco



Maurizio Turco est député radical italien au Parlement européen. Il s'est récemment illustré en faveur de la défense de la laïcité dans la future constitution européenne et contre les privilèges accordés aux Églises et Loges maçonniques.

« La politique agricole de l'Union européenne est perverse »

Source : Clarin

Référence : « La política agraria de la UE es perversa », par Maurizio Turco, *Clarin*, 4 février 2004.

Les relations entre l'Union européenne et les pays d'Amérique centrale et du Sud sont marquées par la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. La PAC est née dans un contexte socio-économique qui n'existe plus aujourd'hui. Elle conduit désormais à faire bénéficier une agriculture d'exportation d'un véritable dumping.

Alors qu'en Amérique latine, 170 millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jours, dans l'Union européenne chaque vache est subventionnée deux dollars par jour. Le G20 a demandé la suppression de 300 millions de dollars d'aide. L'Union européenne a accepté, en échange d'une libéralisation du marché des services des pays du G20 et d'un abandon des subventions agricoles par les États-Unis, ce que Washington refuse.

L'Amérique du Sud ne doit pas compter sur la bonne volonté des pays riches, mais sur elle-même. Elle a fait un grand pas en signant un accord de libre-échange entre le MERCOSUR et la Communauté andine, mais ce n'est pas suffisant car pour l'instant, il s'agit d'un accord purement économique comme l'est aujourd'hui l'Union européenne. C'est justement ce statut qui empêche l'Europe de faire face aux effets pervers de sa politique agricole.